

Les biocarburants : une solution sous condition

La promotion des biocarburants figure depuis quelques années parmi les principales priorités politiques de nombreux gouvernements. Pour les pays développés, il s'agit surtout de réduire les gaz à effet de serre et d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement en énergie, alors que pour les pays en développement, les deux premiers objectifs sont de contrer la hausse constante des prix de l'énergie et de créer de nouvelles possibilités de revenus dans l'agriculture.

Par biocarburants, il faut entendre les carburants tirés de la biomasse. Aujourd'hui, il s'agit essentiellement de bioéthanol (produit p. ex. à partir de la canne à sucre ou du maïs) et de biodiesel (colza ou palmier à huile). On s'emploie actuellement à développer des techniques de production plus efficaces qui devraient permettre de produire un biocarburant de 2^e génération à partir de cellulose (graminées, buissons, etc.).

Deux nouvelles publications et les actes d'une conférence montrent que la culture de biocarburants représente certes une chance, tout spécialement pour les pays en développement, mais qu'elle comporte aussi des dangers et des problèmes.

Les pays en développement ont un avantage comparatif dans la fabrication de biocarburants. Les plantes tropicales utilisées, comme la canne à sucre et le palmier à huile, se distinguent en effet par une efficacité

énergétique particulièrement élevée et par des coûts de production relativement bas. En outre, les biocarburants peuvent réduire les dépenses pour l'importation de pétrole et donc diminuer les prix de l'énergie. Revers de la médaille : leur production concurrence celle des aliments dont les prix augmentent. Une aubaine pour les paysans qui produisent des aliments, mais une catastrophe pour les millions de consommateurs vivant dans les agglomérations.

Les pays en développement pourront-ils profiter de l'exportation de biocarburants ? Cela dépendra dans une mesure déterminante des règles du commerce international. Tant que les pays industrialisés subventionneront massivement leur propre production et grèveront lourdement les importations de combustibles transformés, les pays en développement resteront sur la touche.

Les biocarburants ont le potentiel d'influer positivement sur l'effet de serre, car ils sont en quelque sorte « CO₂ neutres » : les plantes énergétiques lient le CO₂ présent dans l'air et le rejettent lors de la combustion. Savoir si les biocarburants ont effectivement un meilleur bilan CO₂ que les carburants traditionnels dépend de deux autres facteurs :



*Les biocarburants ne peuvent être un substitut sensé aux énergies fossiles et contribuer à un approvisionnement énergétique durable au niveau local que dans des contextes bien précis. Distribution de kérosène rationné en Bolivie.
(photo : DDC / Toni Linder)*

Article de fond

Les biocarburants : une solution sous condition 1

Politique

L'eau et la sécurité alimentaire aujourd'hui et en 2050 3

La forêt, grande absente des objectifs de développement pour le millénaire (ODM) 4

10 ans de plantes utiles génétiquement modifiées – opinions contradictoires 4

Nous allons au-devant de décisions difficiles 5

Politiques forestières en faveur des plus démunis 5

Les technologies « low external input » ne réduisent pas la pauvreté 6

Mise en œuvre

Accès aux données climatiques, une question pour le développement 6

Le savoir local – la clé pour une utilisation durable de la biodiversité 7

Echange d'expériences après cinq ans de restauration des paysages forestiers 7

Manifestation

Climat et médias dans les pays en voie de développement 8

Article de fond

de l'énergie utilisée pour la culture et le traitement des plantes en question ; de l'usage antérieur des terres où ces plantes sont cultivées.

Si la culture de plantes pour la production de biocarburants se fait au détriment de zones boisées avec l'abatage massif d'arbres, comme c'est le cas actuellement pour les plantations de palmiers à huile en Indonésie, le bilan CO₂ est tout de suite nettement plus négatif.

Un autre facteur tout à fait décisif est le besoin supplémentaire en ressources naturelles requis pour la production de biocarburants. À l'heure actuelle, la part des biocarburants sur l'ensemble des cultures est encore faible, mais le potentiel agricole est d'ores et déjà épuisé dans de nombreuses régions. Des pays comme la Chine et l'Inde, qui investissent massivement dans les biocarburants, se heurteront rapidement aux limites imposées par leur besoin en eau.

Pour que l'environnement et le développement rural puissent bénéficier de la production de biocarburants, il faut absolument que des conditions-cadre adéquates soient mises en place aux niveaux national et international. Des mesures pour une exploitation efficiente et durable des ressources naturelles sont un élément-clé. Grâce à de nouvelles méthodes de production, on pourrait p. ex. utiliser des produits dérivés de plantes vivrières et de plantes peu exigeantes, cultivées sur des terres

marginales, pour la production de biocarburants. Un mode de production décentralisé combinant plantes vivrières et plantes énergétiques, et la transformation en biocarburants à l'échelle locale, pourraient être tout à fait intéressants pour la population rurale pauvre.

SOURCES

Linkages between Energy and Water Management for Agriculture in Developing Countries. Papers of an International Conference organized by IWMI and FAO in Hyderabad, India, 29-30 January 2007.
www.iwmi.cgiar.org/EWMA/papers.htm

Bioenergy and Agriculture: Promises and Challenges. Peter Hazell and R. K. Pachauri (Eds.). IFPRI 2020 Focus No. 14. December 2006. 28 p.
www.ifpri.org/2020/focus/focus14/focus14.pdf

Biofuels production, trade and sustainable development: emerging issues. Annie Dufey. IIED Sustainable Markets Discussion Paper Number 2. November 2006. 62 p.
www.iied.org/pubs/pdf/full/15504IIED.pdf

IIED Briefing based on this study (2007. 4 p.):
www.iied.org/pubs/pdf/full/11068IIED.pdf

L'eau et la sécurité alimentaire aujourd'hui et en 2050

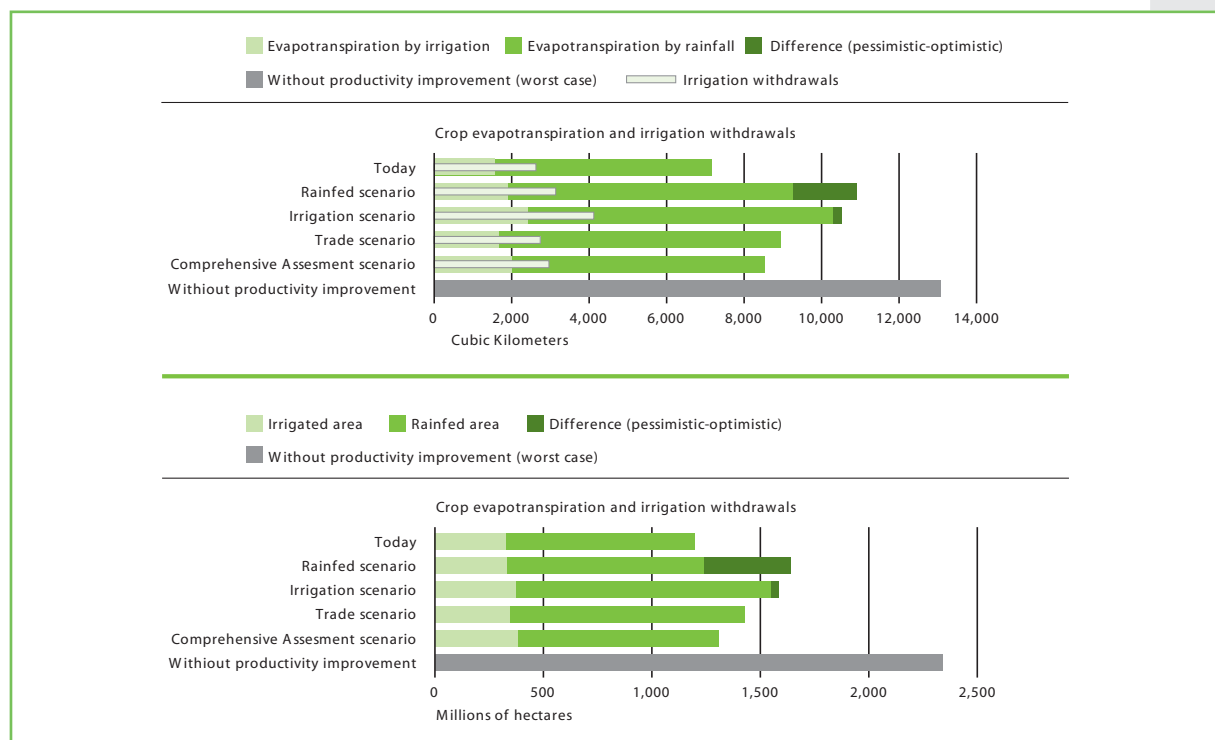
Si l'on n'améliore pas la productivité de l'eau, la consommation d'eau pour la production alimentaire va pratiquement doubler d'ici à l'an 2050. Tel est un des constats centraux de l'Évaluation globale de la gestion de l'eau dans l'agriculture. Les 700 experts qui ont participé à cette évaluation estiment qu'il faut, pour augmenter la productivité de l'eau et donc ralentir sa consommation, mettre en œuvre une combinaison de mesures opérant des changements non seulement sur le plan technique, mais aussi et surtout au niveau institutionnel. La conservation des sols et des ressources hydriques dans l'agriculture pluviale joue un rôle central, aussi bien pour réduire la pauvreté que pour sauvegarder les fonctions des écosystèmes. D'un autre côté, le rapport pointe à peine le doigt sur le comportement des consommateurs, notamment sur la grande consommation de viande dans les pays développés. Cependant, il prédit des négociations ardues entre intérêts antagonistes dans un avenir plus ou moins proche : entre l'eau pour l'alimentation et l'eau pour les écosystèmes ; entre l'augmentation de la productivité à tout prix et la production équitable et durable, entre

les besoins de la population vivant en amont et ceux de la population vivant en aval. Les décisions correspondantes sont souvent déterminées par des rapports de force inégaux. Dans une interview approfondie, les éditeurs du rapport d'évaluation et deux expertes confirment que tous ces problèmes soulignent l'importance croissante des questions d'éthique et de mécanismes de compensation équitables. Mais le rapport ne peut qu'esquisser des approches de solutions générales.

SOURCES

Water for food, Water for life. A comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture. Comprehensive Assessment of Water Management in Agriculture. 2007. London: Earthscan, and Colombo: International Water Management Institute.
www.iwmi.cgiar.org/Assessment/Synthesis/index.htm

Interview avec des experts du de l'Évaluation globale de la gestion de l'eau dans l'agriculture: David Molden (éditeur du livre IWMI), Julie van der Blik (IWMI) et Claudia Sadoff (IUCN).
www.inforesources.ch/pdf/water_interview.pdf



Le schéma montre les quantités d'eau et de terre requises dans différents scénarios. L'Évaluation globale combine des éléments des trois approches. (Source : IWMI analysis using Watersim Model. Schéma modifié de Earthscan.)

La forêt, grande absente des objectifs de développement pour le millénaire (ODM)

Une trentaine de cas provenant des quatre coins du monde montrent l'évidence du rôle des forêts dans l'accomplissement des ODM aujourd'hui. Toutefois, pour des motifs internes et externes, les protagonistes de la scène forestière internationale n'ont pas occupé la place qui leur revenait au moment d'établir les ODM. De nouvelles dynamiques telles qu'éviter la déforestation en égard au changement climatique ou la production de biocarburants en relation avec les forêts et l'usage de la terre n'y ont pas été prises en compte.

La présente publication tend à rectifier la balance en donnant une vue d'ensemble des activités en relation avec la forêt qui contribuent notamment à la réduction de la pauvreté.

Par exemple, *L'international Model Forest Network (IMFN)* s'est constitué à partir d'une expérience canadienne d'intégration de différents groupes d'intérêts

comme partenaires pour la gestion durable des forêts. Plusieurs de ses critères de fonctionnement pour une « forêt modèle » conduisent aux résultats attendus des ODM. Dans les pays en développement, les forêts modèles jouent un rôle actif pour la promotion de la participation et de la gouvernance, elles contribuent au partenariat global pour le développement (objectif 8), et représentent ainsi un vecteur à la durabilité de l'environnement (objectif 7).

SOURCE

Forests and the Millennium Development Goals. European Tropical Forest Research Network, EFRN News No 47/48. 2007. 94 p.
www.etfrn.org/etfrn/newsletter/news4748/index.html

10 ans de plantes utiles génétiquement modifiées – opinions contradictoires

Depuis 10 ans, un nombre croissant de pays cultivent des plantes utiles génétiquement modifiées. Il s'agit presque exclusivement de maïs, de soja, de coton et de colza, rendus tolérants aux herbicides et / ou résistants aux parasites.

Selon l'organisation Friends of the Earth International, ces plantes n'ont pour l'instant pas rapporté grand-chose aux paysans qui les cultivent. Par rapport à la culture de plantes vivrières classiques, il n'y a eu ni récoltes plus abondantes, ni moindre utilisation de pesticides. Pire, les mauvaises herbes ont développé des résistances aux herbicides utilisés, alors que la lutte contre tels insectes nuisibles a entraîné la prolifération de tels autres. Selon les auteurs, les premiers à tirer profit de la culture de plantes génétiquement modifiées (PGM) sont les grands groupes de producteurs de semences, mais en tous cas pas les petits paysans des pays en développement.

Les auteurs d'un article paru dans *l'AgBioForum* arrivent, eux, à des conclusions très différentes. S'appuyant sur des analyses quantitatives, ils constatent une aug-

mentation substantielle du revenu agricole dans des pays en développement comme l'Argentine, la Chine, le Brésil et l'Inde. En outre, selon eux, la culture de PGM a considérablement réduit l'emploi de pesticides et la charge de CO₂.

SOURCES

Who benefits from gm crops? An analysis of the global performance of gm crops (1996–2006). Friends of the Earth International. January 2007. 98 p.
www.foeeurope.org/publications/2007/whobenefits_gmcrops2007full.pdf

Sommaire (en anglais):

www.foeeurope.org/publications/2007/whobenefits_gmcrops2007execsummary.pdf

Global Impact of Biotech Crops: Socio-Economic and Environmental Effects in the First Ten Years of Commercial Use. Graham Brookes and Peter Barfoot, PG Economics Ltd. in: AgBioForum, 9(3): 139–151. 2006. 13 p.
www.agbioforum.org/v9n3/v9n3a02-brookes.pdf

Nous allons au-devant de décisions difficiles

Depuis la parution du Rapport de la Commission Brundtland il y a 20 ans, de nombreux instruments pour le développement durable ont été créés aux niveaux des pays individuellement et à l'échelle mondiale. Par contre, les causes mêmes du développement non durable n'ont guère été étudiées. Steve Bass constate que les systèmes gouvernementaux ne parviennent pas à intégrer les facteurs environnementaux dans leurs politiques, ni à éliminer les injustices sociales, ni à développer de nouveaux modèles économiques. La croissance économique continue d'être considérée comme un principe intangible.

Preuves en sont, d'ailleurs, les tendances des deux dernières décennies : de nouvelles puissances économiques émergent, l'économie continue sa course à la globalisation, la fréquence et l'ampleur des événements non linéaires augmentent, le risque de conflits entre riches et pauvres grandit ... en même temps que s'amenuise la motivation pour concrétiser de grandes idées.

Les approches actuelles visant le développement durable doivent être complétées et changer d'accent. L'heure est à la prise de décisions drastiques et à la définition de priorités. Les déclarations d'intention au plus haut niveau ne suffisent plus ; des actions pragmatiques doivent désormais compléter les approches conceptuelles. Les couches pauvres de la population et les mouvements sociaux sont appelés à devenir les forces motrices du développement durable et à y contribuer par leurs approches et savoirs.

SOURCE

A New Era in Sustainable Development. An IIED Briefing. Steve Bass. IIED. March 2007. 4 p.
www.iied.org/mediaroom/docs/new_era.pdf

Politiques forestières en faveur des plus démunis

Afin d'éviter la déforestation, de mieux contrôler les activités illégales ou de générer l'équité dans l'obtention de bénéfices, de nombreux pays reconnaissent maintenant le droit aux communautés de devenir propriétaires de terrains forestiers et d'en assumer la juridiction locale. Cette situation où la politique gouvernementale délègue une part de ses responsabilités est également supposée donner des opportunités aux populations les plus démunies. Toutefois, cette transition rencontre des obstacles, dus notamment aux défaillances dans les processus qui accompagnent les changements structurels.

A partir d'une réinterprétation de ce que signifie une « politique en faveur des pauvres », l'auteur examine d'abord les enjeux aux niveaux international, national et local. A travers des études par pays, elle restitue ensuite ces enjeux dans la perspective du secteur forestier pour la prochaine décennie. La prise en compte du facteur « temps » propice au changement, ainsi que l'élargissement du spectre d'analyse des champs d'influence institutionnels représentent des pistes originales.

Basé sur une large bibliographie, des statistiques et la pratique, cet ouvrage constitue une référence pour les orientations de politique forestière nationale.

SOURCE

Where in the world is there pro-poor forest policy and tenure reform? Mary Hobley. Rights+Resources, 2007. 91 p.
www.rightsandresources.org/library/publications/global/Hobley%202007%20Where%20in%20the%20World.pdf

Les technologies « low external input » ne réduisent pas la pauvreté

On entend par technologies « low external input » (LEIT), les pratiques agricoles liées à un bas niveau d'intrants extérieurs, comme la culture en terrasses, le compostage et les cultures dérobées. On admet généralement que ces technologies sont particulièrement appropriées pour les ménages ruraux pauvres. Or, se fondant sur des ouvrages spécialisés et trois études de cas au Honduras, Kenya et Sri Lanka, l'auteur conclut que cette hypothèse se révèle fautive.

Le fait que les LEIT puissent augmenter la productivité et ménager les ressources naturelles n'est pas remis en cause. Mais la pratique démontre que ce sont plutôt les paysans mieux lotis qui utilisent ces technologies avec succès. Les ménages pauvres réalisent souvent la majeure partie de leur revenu en accomplissant un travail salarié. Ils n'ont tout simplement pas le temps de s'approprier le savoir que requièrent ces technologies

intensives en travail, encore moins de les utiliser. En outre, les projets analysés montrent que les LEIT ne sont ni perçues, ni transmises comme une philosophie. On préfère les combiner de manière pragmatique avec différents intrants extérieurs.

Selon l'auteur, les projets de développement technologique doivent être très soigneusement analysés, s'inscrire dans une stratégie de développement agricole globale et correspondre à la demande et aux besoins locaux.

SOURCE

Is low external input technology contributing to sustainable agricultural development? Robert Tripp. *Natural Resource Perspectives* 102. November 2006. 4 p.
www.odi.org.uk/NRP/nrp102.pdf

Mise en œuvre

Accès aux données climatiques, une question pour le développement

Quel rapport entre la gestion des inondations au Mozambique, la sécurité alimentaire en Ethiopie, le contrôle de la malaria dans le sud de l'Afrique, l'agriculture durable au Mali et l'assurance sécheresse au Malawi ? Tous ces projets sont tributaires d'informations fiables sur le climat. La variabilité climatique est très grande en Afrique, encore renforcée par le changement du climat à l'échelle globale. Elle met en péril les conditions d'existence de la population, surtout la plus pauvre, de diverses manières.

À l'aide de cinq études de cas détaillées, ce rapport montre comment des informations sûres sur le climat pourraient contribuer à réduire les risques. Malheureusement, dans les pays du sud de l'Afrique justement, les données sur le climat n'ont souvent pas la qualité requise, ou alors elles ne sont pas suffisamment communiquées, ni correctement interprétées pour pouvoir être utilisées comme base de décision en matière de développement.

Partant de ce constat, les auteurs recommandent, entre autres mesures, l'intégration systématique des questions climatiques dans les projets de développement. Mais

pour cela, il faut des données solides, qui soient communiquées différemment en fonction des groupes cibles. Le renforcement des réseaux et les échanges d'expériences entre les centres de compétences africains peuvent améliorer la fiabilité des prévisions météorologiques. Par ailleurs, l'analyse de la valeur économique des données climatiques peut aider à renforcer la prise de conscience de leur importance.

SOURCE

Climate risk management in Africa: learning from practice. Molly E. Hellmuth, Anne Moorhead, Madeleine C. Thomson, and Jim Williams (eds.). *Climate and Society* No 1. International Research Institute for Climate and Society. 2007. 116 p.
http://iriportal.ldeo.columbia.edu/portal/server.pt/gateway/PTARGS_0_2_1171_0_0_18/Climate%20and%20Society%20No1_en.pdf

Le savoir local – la clé pour une utilisation durable de la biodiversité

L'idée ne date pas d'hier : profiter des richesses d'une région de montagne pour renforcer les conditions d'existence de la population locale d'une autre région de montagne. Mentionnons p. ex. la pomme de terre et le maïs qui ont fait le chemin des Andes jusque dans l'Himalaya, il y a quelques centaines d'années déjà. Cependant, aussi séduisante qu'elle soit, cette idée n'est pas facile à réaliser. C'est ce qui ressort des résultats d'une conférence en ligne entre des experts himalayens et andins. Pour arriver à une exploitation durable de la biodiversité, il ne suffit pas de transférer des semences ou des plants. Il est tout aussi important de transmettre le savoir traditionnel au sujet des conditions écologiques, de l'utilisation et de l'entretien de ces plantes. Il faut en plus que leurs créateurs et leurs gardiens soient dédommagés équitablement pour le transfert de ce savoir. Dans les pays andins surtout, des conditions-cadre légales ont été créées à cet effet, mais leur mise en œuvre est à la traîne.

La tenue de registres de la biodiversité pourrait être un moyen efficace de garantir les droits des populations indigènes. Mais dresser un tel inventaire représente en soi

déjà une tâche complexe qui exige la compréhension et la participation des populations détentrices du savoir sur les différentes espèces. Il importe aussi que ces registres demeurent aux mains des communautés locales. C'est ce qu'expliquent les auteurs A. Argumedo et M. Pimbert en s'appuyant sur les « Indigenous Biocultural Heritage Registers » du « Potato Park » au Pérou.

SOURCES

Mountain to Mountain Cooperation: Sustainable use of biodiversity, including genetic resources, in the Himal-Andes. Mountain Forum, Mountain Partnership and ICIMOD. 2007. 34 p.

www.mtnforum.org/rs/econfreports/himalandes_biodiversity_econf_june_2006.pdf

Protecting Indigenous Knowledge against Biopiracy in the Andes. Sustaining Local Food Systems, Agricultural Biodiversity and Livelihoods. Alejandro Argumedo and Michel Pimbert. IIED, ANDES. December 2006. 16 p.

www.iied.org/pubs/display.php?o=14531IIED



*La population locale de Bolivie a contribué à la très grande diversité d'oca.
(Photo: CONDESAN)*

Echange d'expériences après cinq ans de restauration des paysages forestiers

A pied sur le terrain, dans le bus ou en séances de travail, 15 représentant(e)s de projets de restauration de paysages forestiers de tous les continents ont échangé leurs expériences au cours d'un voyage d'études en Espagne et au Portugal. La restauration intervient là où les forêts sont soumises à de fortes pressions ; sa réussite est ainsi tributaire de la conciliation des intérêts de la sauvegarde de la biodiversité et des populations.

La similarité des leçons émergentes a été surprenante. Si, comme en Afrique de l'Ouest ou au nord de Borneo, planter des arbres précis peut suffire à restaurer un certain nombre de fonctions de la forêt, la plantation seule ne peut toutefois satisfaire à la restauration. Etablir un climat de confiance auprès des acteurs multiples garantit la durabilité dans différentes situations. Ainsi, en Argentine c'est l'envergure du projet et le

nombre important de divers acteurs qui ont généré des tensions ; alors qu'à Madagascar, c'est la forte dépendance des populations vis-à-vis des forêts pour leur survie qui les rendait méfiantes. En Tanzanie, le monopole des entreprises de thé sur les services de la forêt (biodiversité et énergie par le séchage du thé) a été résolu par l'aménagement d'autres services générant des bénéfices locaux dans les secteurs de l'eau et des plantes médicinales.

SOURCE

Five years of implementing forest landscape restoration: Lessons to date. Nigel Dudley. WWF, 2007. 22 p.

<http://assets.panda.org/downloads/flrlessonslearntbooklet.pdf>

Une porte vers la durabilité

6 à 8% du bois et des produits en bois commercialisés en Suisse proviennent de coupes illégales. Il s'agit là d'un problème très sensible depuis quelques années. Sous la devise « Illegal logging of timber – not welcomed on the market » (bois de braconnage – sur le marché, non merci !), le thème a été abordé lors d'un débat panel entre des politiciens, des économistes et des représentants d'ONG suisses, organisé dans le cadre de la Swissbau à Bâle (23–27 janvier 2007). Un stand public y expliquait également l'accord volontaire conclu entre l'Association suisse de la branche des portes ASBP et les ONG environnementales Greenpeace Suisse et WWF Suisse.

La « porte vers la durabilité » présentée à l'issue de la discussion témoigne de la volonté de l'ASBP de lutter contre le commerce de bois issu du braconnage et de

soutenir une gestion écologique, contrôlée, et donc durable des forêts tropicales. Une telle gestion permet non seulement de préserver le « poumon vert » de la terre, mais procure aussi des opportunités de revenu aux communautés indigènes. Cette approche implique toutefois que les consommateurs contrôlent soigneusement les certificats et déclarations de provenance lorsqu'ils achètent des produits en bois afin d'empêcher que des produits illégaux, et donc indésirables, continuent de pénétrer sur le marché.

SOURCES

Anglais: www.tropicalforest.ch/activities_switzerland.php
Allemand: www.tropicalforest.ch/news.php (23 Jan 2007)



Swissbau 2007. Après avoir débatté « La porte vers la durabilité », Maya Graf (Conseillère Nationale, Parti écologiste/vert, BL), Ruedi Lustenberger (Conseiller National, PDC, LU) et Hans-Peter Egler (SECO) s'entretiennent sur la provenance du bois ayant servi à l'élaboration de la porte.

(Photo : Andreas Grünholz, 2007)

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest/ Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar.

Equipe de rédaction :
Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach,
Felix Hintermann


Traduction française :
Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page:
Ana Maria Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression:
Schlaefli & Maurer AG

Contact: InfoResources, Länggasse 85,
CH-3052 Zollikofen, Suisse
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch, www.inforesources.ch

Ce service est financé par:

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit DEZA
Direction du développement et de la coopération DDC
Direzione dello sviluppo e della cooperazione DSC
Direzziun da svilup e da cooperaziun DSC